

En Guadeloupe comme en France, c'est par la grève générale que nous imposerons notre dignité!

Le combat contre la "pwofitasyon", l'exploitation, mené par le LKP en Guadeloupe est exemplaire, par sa détermination et sa relative sérénité pour un mouvement de cette ampleur. La population guadeloupéenne a exigé, en masse, plus de justice sociale et une meilleure redistribution des richesses, à commencer par l'augmentation des bas salaires de 200 euros. Devant la volonté des grévistes et après 44 jours de conflit, le représentant de l'État a signé l'accord « Jacques Bino... »

Mais il semble que les exploiters locaux, (en majorité « Békés », c'est à dire descendants des colons esclavagistes) voient d'un mauvais œil l'idée d'avoir à réduire leurs profits. L'État tente maintenant de criminaliser le mouvement social et celui qu'il désigne comme son leader, Elie Domota, en lui reprochant sa volonté de voir les patrons qui n'appliqueraient pas l'accord quitter l'île.

Comment ne pas être d'accord avec Elie Domota lorsqu'il dit que les exploiters n'ont pas leur place en Guadeloupe ? Loin d'inciter à la haine raciale, il propose d'exproprier ceux qui profitent de la misère des autres. En quoi cela serait-il choquant ? Ne tombons pas dans le piège tendu par l'État capitaliste qui essaie de faire adhérer l'opinion française à l'idée qu'il s'agit là de racisme. Oui, les propriétaires de la grande distribution sont des voleurs. Oui, on doit les contraindre, par le conflit, à cesser de profiter aux dépens des autres.

Au-delà des notions de Justice et d'Histoire, demeure la question de la lutte. Comment se fait-il que le LKP remporte des victoires, alors que les dirigeants des confédérations françaises passent leur temps et vos cotisations-et-impôts à négocier des défaites? Est-ce que le LKP a dépassé le syndicalisme, ou est-il simplement ce que le syndicalisme n'aurait jamais dû cesser d'être ?

C'est par la grève générale et les blocages (supermarchés, stations essence, axes routiers, ferroviaires, etc.), par la durée qui inflige à l'ennemi des dommages économiques, que le LKP a imposé l'accord que les Békés de Guadeloupe tentent de contourner avec l'appui de l'État. Oui, seule la lutte paie. Oui, les salarié-e-s doivent accepter de risquer un mois de salaire ou plus pour enfin dire non. (Et bien entendu, le paiement des jours de grève, dans le public comme dans le privé, doit être la première des revendications puisque l'État nous oblige à la lutte) Oui, les forces de répression ne sont alors jamais très loin, mais le jeu en vaut la chandelle. Il s'agit simplement d'affirmer que nous sommes tout parce que nous produisons tout.

Alors que ferons-nous au soir du 19 mars ? Est-ce que nous voulons donner une suite à la mobilisation ou bien attendre que MM Chérèque ou Thibaud nous donnent rendez-vous au 27 juin ? C'est maintenant qu'il faut lutter. C'est maintenant qu'il faut cesser le travail et bloquer la machine. Il n'y a pas de crise, au sens de défaillance :

le Capitalisme c'est la crise permanente, voilà tout.

Si tous les Békés du monde voulaient bien se donner la main... Expulsons tous les Békés de nos vies. Imposons un autre futur, avec notre arme, la grève générale.

**C'EST PAS DANS LES SALONS
QU'ON OBTIENDRA SATISFACTION !**

GRÈVE GÉNÉRALE !



Parce que les moyens ne sont pas séparables des fins, que la lutte pour l'autogestion passe par l'autogestion des luttes, la CNT promeut un **syndicalisme autogestionnaire**,

dans lequel les travailleurs et non travailleurs comptent sur leur forces propres, construisent la solidarité à la base, au sein d'**assemblées générales souveraines**, ouvertes,

lors desquelles la paroles n'est pas monopolisée par une poignée mais offerte à tou-te-s,

et via des coordinations aux **mandats impératifs et révocables**, non pas délégations de pouvoir, mais mission bien définie à remplir pour le collectif.

CNT 21

ul@interco21.cnt-fr.org
<http://www.cnt-f.org/cnt21>